

... Quand l'UGTA se souvient de Benhamouda



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

Lorsqu'un héritage politique a été méthodiquement bradé, il est difficile de se donner, à un moment ou un autre, bonne conscience par la seule magie des hommages bruyants. Se saisir d'une commémoration pour se reconstruire une identité de combat rarement vérifiée dans la pratique c'est ce à quoi en est réduite aujourd'hui l'UGTA version Sidi Saïd. Exhumer le souvenir d'un Abdelhak Benhamouda au nom du devoir de mémoire, quand l'infidélité à sa démarche était devenue la marque de fabrique de ses successeurs, ressemble à de l'insulte. Car, enfin, parmi les dirigeants actuels de l'UGTA peut encore se prévaloir d'avoir gardé intacte cette éthique du combat ? Tout au long de ces dix années, n'a-t-on pas constaté que la dérive syndicale n'avait pas uniquement pour origine un supposé pragmatisme des situations ? Trop de compromissions l'accréditeraient au contraire au point de susciter, comme on le sait, des vocations d'affranchissement. L'émergence des courants autonomes est la meilleure explication de l'échec d'une centrale dirigée par des apparatchiks plus soucieux de jouer aux pompiers institutionnels qu'à épauler les contestations dramatiques.

Le Benhamouda - alibi dont on s'approprie à célébrer la rectitude est, une fois de plus, un prétexte pour faire du marketing syndical au moment où cette officine est frappée de tous les discrédits.

Paradoxalement, seule sa mort constitue aujourd'hui une référence alors qu'il est bien plus qu'un martyr embaumé. Il était une pensée vivante, réactive et moralement au-dessus de tout soupçon. Ceux qui, cette semaine, souhaitent donc revisiter son parcours devraient au préalable se prémunir de tout lyrisme stérile. Benhamouda n'était ni zaim fasciné par sa propre image ni un doctrinaire obtus et imperméable à la réalité de sa société. Son extraction sociale et sa farouche conviction dans la défense des plus

faibles dessinèrent sa personnalité. On le trucidait donc pour ce qu'il incarnait. C'est dire cet ensemble de préceptes de justice et de sa liberté pour lesquels il milita et fut sans concession.

Dix années après son assassinat, il est évidemment vain de continuer à spéculer sur l'identité des commanditaires du forfait. La seule certitude établie est qu'il fut un acteur politique incommode pour le système d'une part et notoirement opposé à toute solution négociée avec l'islamisme politique d'autre part. Autant dire qu'en plus des inimitiés politiques que suscitaient ses déclarations, il était à portée de fusil de tous ceux qui le voulaient aux gémonies. Un meurtre emblématique chargé de trop de sens jusqu'à n'écarter aucune hypothèse.

Entre 1990 et 1997, ce syndicaliste de rupture fit sortir l'UGTA du ghetto de sous-traitant politique pour l'impliquer directement dans le combat républicain. Car, estimait-il, la résolution des questions sociales ne peut souffrir d'un Etat de non-droit là où le bon vouloir des princes qui gouvernent rend aléatoire la moindre conquête. Pour lui, le monde du travail doit cesser d'être un levier assujéti aux ordres pour devenir une force politique à part entière dans l'élaboration des règles de fonctionnement de l'Etat.

Cette convergence de vues entre le pouvoir politique et le classique contrepois que représente le monde du travail s'était à l'époque réalisée en dehors des schémas traditionnels basés sur l'allégeance, voire la caporalisation du syndicat.

De ce point de vue, Abdelhak Benhamouda était vite apparu comme le rénovateur du travail syndical et l'initiateur d'une sorte de «parité» avec les autres centres de décision. Laminant à partir de 1990 (date de sa première élection) le pesant hégémonisme du pouvoir politique en commençant par soustraire l'UGTA aux influences partisans, il était parvenu à imposer la «Centrale»

comme un partenaire de plein exercice, gommant ainsi la détestable image d'une institution - alibi habituée aux soutiens et reniements, selon les saisons des pouvoirs.

Impliquant très tôt le monde du travail dans les choix et les débats majeurs, il se refusa à cautionner les archaïques réflexes consistant à anesthésier l'intervention syndicale. L'instituteur de Constantine, très tôt rompu aux revendications et aux compromis au sein de la FTEC, saura, pour lui-même d'abord, faire la rupture nécessaire avec la praxis d'une organisation de masse d'un parti unique.

Lors de son élection dans la période trouble de 1990, ceux qui lui firent la courte échelle pour accéder au secrétariat général avaient fait le plus mauvais de tous les pronostics. Pensant à tort que cet homme d'appareil avait le profil idéal pour gérer une transition à la tête de la plus grande organisation de masse d'un FLN aux abois, ils découvriraient au fil des initiatives pertinentes que l'homme avait déjà pris la mesure des changements et n'était plus disposé à laisser l'action syndicale se pétrifier dans le décorum d'un parti moribond ou bien à l'arrimer à d'autres sirènes.

L'indépendance syndicale était alors en marche. Or, cette autonomie revendiquée puis pratiquée avec beaucoup de subtilité, il la refusera avec force à certains «segments autonomistes» du monde du travail.

Ceux qui virent dans son unitarisme syndical un trait de culture antidémocratique ne semblaient pas mesurer tous les périls qu'il y avait à favoriser l'émergence de relais islamistes dans les classes salariales. En pointant de l'index le SIT (Syndicat islamiste des travailleurs), Benhamouda désigna aux décideurs politiques le vivier des futures insurrections. En vain. Le laxisme du pouvoir et sa compromission lui firent vite comprendre que la nouvelle phase du combat républicain et pour la

démocratie exigeait du syndicalisme qu'il se déterminât clairement et transcendât la vocation étriquée de la défense des intérêts de classe.

Dans un pays profondément fracturé économiquement, confiner la pédagogie et la mobilisation syndicales dans l'inutile pré carré des questions sociales n'avait plus de sens ou, du moins, n'était pas opératoire. L'exemple des grèves générales dans un pays économiquement paralysé ne pouvait en aucune manière perturber la «quiétude» des décideurs.

Abdelhak Benhamouda finira alors par mesurer les limites conjoncturelles d'un tel rôle. Sa première grande incursion dans les arbitrages politiques coïncidera avec les élections de novembre 1995. Un mois avant qu'il n'apporte son soutien au candidat Zeroual, il affichait un scepticisme d'intellectuel face aux déclarations d'intention des candidats. Ainsi, le 6 septembre 1995 devant les cadres syndicaux, il s'interrogeait : «(...) Qui parmi les candidats à la présidence représenterait le mieux les travailleurs et assumerait leurs droits ?» Vaste et complexe question jetée alors comme un pavé dans le marigot du microcosme. Même si a posteriori l'on croit savoir que Benhamouda avait déjà fait son choix, et que cette interpellation n'était destinée qu'à sonder les intentions et les reins des ambitions affichées, elle résumait parfaitement la nouvelle stratégie du personnage. Rompu à la litote tout autant qu'à la concision oratoire, il posait déjà en filigrane les deux préalables d'un syndicat à un engagement politique.

D'abord : quel rôle doit jouer l'UGTA dans une élection présidentielle ? Ensuite : si l'on admet opportun de se déterminer par rapport aux enjeux électoraux, est-il stratégiquement fructueux d'accorder des soutiens ? Autrement dit, Benhamouda s'interrogeait des «légitimités politiques» arrachées aux syndicats en dépit du contexte particulier de

1995. En allant vers Zeroual un mois après cette conférence, il admettait que l'Etat en péril n'avait pas une autre alternative que de reconduire les artisans d'un premier combat républicain.

Entre 1995 et le 28 janvier 1997, date de son assassinat, l'on a pu écrire que le syndicaliste avait nourri des ambitions politiques en envisageant la création d'un parti politique proche de l'ex-président. Le RND, qui revendique tardivement aujourd'hui sa paternité, est-il conforme à ce qu'il souhaitait qu'il ressemblât ? Cet appareil mis en place à la hâte pour gérer la mainmise sur les APC, APW et APN n'aurait en vérité que peu à voir avec les grandes convictions de l'homme.

Benhamouda, en étonnant avec précision les limites du rôle syndical au cœur du grand bouleversement, voulait réactiver une idée de Boudiaf. Celle d'un «rassemblement républicain» pour faire pièce non seulement à un islamisme disqualifié en 1997, mais également à combattre les lobbies d'affaires et les «cabinets noirs» de décideurs.

Il voulait aller au cœur du jeu politique pour mieux revenir à son sacerdoce de syndicaliste d'ancienne extraction. Etait-il allé trop loin ?

B. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoiralgerie.com>
E-mail : info@lesoiralgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



UN FANTASME A 500 MILLIARDS !

En réaction aux déclarations du ministre Djair qui annonce le prochain lancement de la TNT en Algérie, le GIA et le GSPC s'insurgent : «Nous étions les premiers !»

Ce qui est vrai !

J'en viendrais presque à revendiquer le re-travaillage de la fameuse ligne verte sur l'autoroute pour avoir enfin la sensation qu'un grand événement arabe se tient à Alger. Plus de 500 milliards mis sur la table, et mon nez renifleur ne happe pas un soupçon de senteur arabe dans l'air. J'ai beau arpenter les rues et ruelles de la ville, c'est à peine si le concept «Alger, capitale de la culture arabe» se traîne poussiérement sur quelques affiches hideuses et dans quelques spots dont la conception devrait être enseignée dans les écoles comme modèle à ne surtout pas suivre. C'est à peine si, de temps à autre, au détour d'une rue triste à souhait, vous ne tombez pas nez à nez sur une «troupe artistique» elle-même semblant perdue là, se demandant comment elle a atterri dans ce patelin et ce qu'elle est censée y faire. J'ai eu ainsi l'autre jour à me retrouver face à un derviche tourneur jordanien ou syrien au bord des larmes car ayant perdu le reste de sa délégation. Avec la ligne verte,

un tel incident ne se serait jamais produit. En vérité, et même si nous n'en sommes qu'aux premières semaines de cette curieuse «année arabe d'Alger», il faudra bien admettre un jour ceci : l'Algérie a casqué 500 milliards pour découvrir que sa capitale n'a jamais été arabe, ne l'est pas aujourd'hui et ne le sera probablement jamais. Ça fait tout de même cher la recherche en identité ! Alger respire par tous ses pores sa berbéricité. Alger respire par tous ses pores sa "méditerranéité" complexe. Alger respire par tous ses pores son africanité. On a même fait respirer de force à Alger son hispanité, son «ottomanéité» et sa «francité». Elle en respire aujourd'hui encore, malgré les dégâts dus au temps et à la bêtise architecturale des hommes. Mais d'arabité, point. Ou du moins, pas de cette arabité bédouine et tellement étrangère à l'entrelacs délicieux des rues de sa Casbah, tellement étrangère à sa précoce et pionnière citadinité fièrement affichée en promontoire surplombant presque la mer. Alger, capitale des Algériens, oui ! Alger, carrefour afro-méditerranéen, oui ! Mais, Alger, capitale des cultures arabes ? J'en doute. Et moi, quand je doute, je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.